

Vivre avec et autrement !

*Le virus est désormais « installé » dans nos vies et dans notre monde.
Il est possible de vivre avec et espérons, autrement !*

Texte des Colibris en santé – 23 avril 2021

Quinze mois après le début de cette pandémie, il reste toujours difficile de se repérer dans le maquis complexe des informations, des événements et des émotions. Chacun de nous se débrouille comme il peut : se déplacer, peu ou pas, avec ou sans masque, se rencontrer à plusieurs ou pas, participer à des mobilisations sociales ou pas, espérer pouvoir profiter de nouveau d'une vie culturelle, jusqu'à pouvoir se vacciner ou pas et bientôt peut-être de voyager ou non, etc.

Notre option pour tenir, c'est le partage et le croisement de nos informations, émotions et analyses, sachant que :

- la crise dure et avec, son lot de lassitudes, de contraintes et de nouvelles exigences,
- notre expérience, individuelle et collective, grandit chaque jour un peu plus,
- la situation est complexe, rien n'est sûr, ni a priori démontrable, d'où l'humilité et le doute,
- l'espoir de pouvoir tirer des enseignements et être plus citoyens acteurs que sujets obéissants,
- la nécessité de nous organiser dans le temps, notamment en prévention face à d'autres ou prochains épisodes,
- l'exigence de peser vers plus de solidarités et faire reculer le chacun pour soi.

D'où nos huit repères en ce second printemps sous Covid

1- La pandémie peut-elle être « contrôlée » ?

Les indicateurs, qui ont gagné en crédibilité au fil de cette pandémie, nous montrent qu'il est possible de parvenir à freiner en partie les contaminations, sous réserve des incertitudes liées aux mutations de ce virus. Par des mesures de contrôles (couvre-feux, restriction de déplacement et/ou de rassemblement) et malgré les tâtonnements et les modes de décisions variés et variables selon les endroits du monde.

En France, la baisse des contaminations est moins rapide pour ce troisième confinement du fait d'un variant plus contagieux et du maintien de plus de contacts. L'augmentation de la chaleur devrait favoriser une décrue. Le désastre annoncé en réanimation, la saturation dramatique des hôpitaux, le tri de celui qui aurait le droit de vivre ou pas, n'ont pas eu lieu, à ce jour. La situation a été très différente selon les régions ce qui confirme l'importance d'une bonne adéquation entre bassins de population et nombre de lits et de personnels, qui ont cruellement manqué dans certains départements. L'engagement des soignants et de tous les « premiers de corvées » ont compensé les

manques et les restrictions imposées dans le secteur public depuis ces trois dernières décennies. Dans le monde, la situation semble de nouveau se dégrader, en particulier en Inde. Mais les contextes de vie sont tellement différents d'un pays à l'autre, parfois d'une région à l'autre, qu'il est difficile d'en tirer des enseignements, aussi bien sur les conséquences de la pandémie comme le nombre de malades et/ou de morts que sur les mesures efficaces et celles qui ne le seraient pas pour lutter contre la pandémie.

Surtout que les solutions nationales, voire du chacun pour soi, l'ont emporté, à ce jour, sur les solidarités mondiales et de mise en commun des ressources et des expériences. Chaque gouvernement ignore les avertissements de l'OMS... Le désastre a probablement lieu dans des pays sans service public de santé minimum et sans prise de conscience de la situation sanitaire comme en fin de mandat de Trump aux USA, au Brésil et maintenant en Inde.

Premier constat : ce virus s'est installé et n'a pas fini de circuler... sans solution plus mondialisée. il nous faut maintenant apprendre à vivre avec ...

2- Entre confinement strict et adaptations au jour le jour, quel consentement ?

Le débat sur le confinement total, le couvre-feu et/ou toutes mesures édictées par les autorités pour freiner l'épidémie n'est ni évident, ni assez ouvert. Il est surtout parasité par les manques non reconnus (masques, vaccins, isolement, locaux, personnels) ou par les calculs politiques (géostratégiques ou plus nationaux et locaux liés aux échéances électorales et aux confrontations entre pôles dominants). N'y a-t-il pas des alternatives entre le confinement strict ou « le rien du tout » ? Un certain niveau de risques et l'irréel risque-zéro ?

La gestion sur « le fil du rasoir » ou de l'approche territorialisée du gouvernement ces derniers temps méritent d'être examinée sans parti pris.

Dans le même temps, une gestion plus proche des réalités de chaque territoire aurait dû permettre de laisser des activités et des libertés perdurer. Pourquoi le Grand-Ouest et globalement la zone atlantique n'ont pas pu, ne serait-ce qu'expérimenter des mesures plus souples, sous « surveillance » pour en tirer des enseignements pour l'ensemble du pays ?

Il existe des protocoles tout à fait adaptés qui permettraient un accès pour tous à la culture, dans les musées ou aux activités sportives en lieux ouverts, y compris pour les jeunes et les adultes. Les restrictions touchant les restaurants et les boîtes de nuit semblent *a priori* plus nécessaires. Une terrasse d'un restaurant semble moins risquée qu'une foule regroupée pour divers motifs.

Certaines restrictions dans nos vies quotidiennes sont attentatoires à des libertés fondamentales bien plus importantes que le risque de contamination, comme le droit de visite dans les hôpitaux, en particulier auprès d'un parent ou d'un ami en fin de vie.

Il existe des mesures efficaces de protection comme la ventilation des locaux ou le port du masque dans les rencontres longues en intérieur ou dans les transports en commun. D'autres mesures devraient être abandonnées comme le port du masque à l'extérieur, le lavage répété et intempestif des

surfaces et des mains (comme exigé dans les protocoles scolaires) etc.

Les citoyens de ce pays méritent d'être traités en adultes, qui ont compris les risques encourus pour soi et pour les autres. Une marge de liberté est possible pour certains groupes dont les restrictions sont devenues invivables (les jeunes ou ceux qui vivent en habitat précaire). Il paraît sensé aujourd'hui d'enfreindre parfois la règle formelle quand certaines mesures sont, non seulement incohérentes, non applicables ou attentatoires aux libertés, mais aussi tout simplement non respectueuses de la dignité humaine, comme évoqué pour l'accompagnement des personnes en EHPAD ou en fin de vie.

Second constat : *La gestion autoritaire de ces mesures (amendes à la clé) devrait laisser place aujourd'hui à un droit à l'intelligence, à l'initiative et au sens des responsabilités citoyennes.*

3- La maladie est-elle mieux traitée ?

Pour l'instant ce virus n'est pas le tueur que furent la peste, au milieu du moyen âge, ou même la grippe espagnole en 1918, que certains faiseurs de terreur voudraient imposer dans le débat. La maladie reste, après 15 mois de prévalence, principalement bénigne pour l'immense majorité des personnes qu'elle touche. Elle est grave aux âges avancés ou pour un certain nombre de personnes atteintes d'autres maladies (les « comorbidités »). Elle a surtout touché les plus vulnérables socialement, exposés professionnellement, souvent regroupé sur certains territoires comme la Seine-St-Denis.

Cette maladie raccourcit surtout l'espérance de vie des personnes les plus âgées (de quelques mois)¹, a épargné jusque-là les enfants de moins de 10 ans, occasionne principalement des symptômes modérés pour les moins de 50 ans, est parfois dramatique pour des plus jeunes ou pour des formes longues (10 à 15% selon l'OMS).

1 Chiffres à l'appui, le démographe Hervé Le Bras examine les conséquences de l'épidémie sur les statistiques de mortalité et d'espérance de vie. Ses calculs nuancent la gravité de l'épidémie. Voir l'interview « Covid-19 semble en relation inverse de sa létalité » dans Le Monde du 09/02/2021.

Le recours à un test et à un isolement strict en lieux dédiés, en cas de symptômes et de résultat positif aux tests, reste une attitude responsable et efficace, si tant est que cela soit possible (conditions matérielles décentes d'isolement, aide financière quand la survie familiale peut dépendre de quelques jours de travail, contrôle réel et respectueux etc.).

Au plan thérapeutique, il y a eu des progrès importants qui ont fait chuter la létalité. Il y a des pistes prometteuses de traitements et/ou de rééducation des symptômes persistants dans les formes longues pour lesquels la protection sociale et les soins adéquats doivent être garantis. Il y a aussi des essais cliniques de traitements et d'autres vaccins prometteurs.

Troisième constat : *cette pandémie reste encore bénigne pour beaucoup d'individu, mais grave pour certains et pour la collectivité. On va en guérir, pour la plupart, mais il nous faut protéger les plus âgés et les plus vulnérables.*

4- La vaccination « en soi », « pour soi » ou intégrée à une stratégie globale ?

Inconcevable pour le grand public, il y a seulement un an, les chercheurs qui travaillent depuis de longues années sur ces questions ont été stimulés et aidés par des financements publics massifs y compris Sanofi et Pasteur en France, dont on attend toujours les résultats... Or aucun virologue reconnu ne s'était avancé en mars 2020 à promettre des résultats obtenus en si peu de temps.

Malgré l'incertitude concernant leurs effets à long terme (sachant que 95% des effets négatifs d'un vaccin apparaissent dans les trois premiers mois), ils offrent une protection individuelle d'une grande efficacité comparé à d'autres vaccins (l'efficacité du vaccin contre la grippe se situe entre 30% et 70% selon les années), une protection contre les formes graves de la maladie et une baisse significative des contaminations. La réussite de la technique vaccinale avec l'ARN (vaccins Pfizer et Moderna) permet une mise au point de nouveaux vaccins et une production de masse très rapide ce qui est fondamental dans la course contre l'apparition des variants.

Les effets à court terme relevés pour certains vaccins sont réels et l'inquiétude des gens est

légitime. Mais la balance risques/bénéfices au plan collectif reste positive (risque de thrombose avec le vaccin Astra-Zeneca serait de 3 pour 1 million de vaccinés alors que le risque mortel du Covid à 50 ans et plus est de 8 000 pour un million d'infectés).

A ce sujet, on doit s'interroger sur les interférences et les considérants géostratégiques, tout comme pour le vaccin russe écarté par la France ou les vaccins chinois et cubains quasiment occultés en Europe et distribués dans les pays démunis !

La stratégie vaccinale mise au point en France a fait l'objet de nombreux ratés et de choix discutables. Comme la non-priorisation des jeunes, des enseignants, des actifs exposés ou des populations les plus vulnérables socialement. Aujourd'hui, avec les 13 millions de personnes qui ont reçu une 1ère dose, un effort de rattrapage est en cours sous la pression de la société et des échéances (vacances d'été, élections). Si la vaccination de masse est un point clé de la sortie de crise, elle reste à gagner et n'est pas la seule solution. Le vaccin, même le plus sûr et efficace, n'est pas suffisant en soi. Il doit être intégré à bien d'autres mesures barrières et préventives, ce qui suppose une politique préventive et éducative multiforme et sur la durée. Ce d'autant que les mutations en cours ou à venir nous obligeront à bien des adaptations et sur la durée.

Mais sur le fond, le problème majeur et immédiat n'est pas le produit mais son accessibilité pour tous et partout dans le monde.

A ce jour, 1 personne sur 4 est vaccinée dans les pays riches contre 1 sur 500 dans les pays pauvres. Les Etats riches ont commandé la moitié des doses produites dans le monde, alors qu'ils n'abritent que 16% de la population mondiale, selon les données de l'OMS. Cette inégalité est due principalement à la détention des brevets des grandes firmes pharmaceutiques, les capacités industrielles et les égoïsmes des pays nantis (USA, Israël, GB, UE). Cette cynique conduite au détriment des plus nombreux et des moins nantis n'est rassurante ni au plan moral, ni au plan de l'efficacité sanitaires ni pour construire un monde plus solidaire. La sécurité sanitaire comme la sécurité tout court doit être globale, efficace, acceptable et durable ou pas ! Le ou les virus continueront à circuler quelque part dans le monde et surtout à muter et revenir partout en force. Cette vaccination à plusieurs vitesses va tout au moins poser une question compliquée entre

les tenants de la délivrance d'un passeport vaccinal qui permettrait à son porteur de faire « ce qu'il veut » (voyager dans le monde) quand d'autres en seraient privés ?

Quatrième constat : *les vaccins sont, sans ambiguïté, une part importante de la solution, tant sur le plan individuel que collectif.*

On s'oriente vers une vaccination annuelle.

Mais l'efficacité dépend d'une accessibilité mondiale qui passe par la remise en cause des brevets et de la logique financière et à courte vue, qui la sous-tendent.

5- Les conditions de l'adhésion et de la confiance sont-elles réunies ?

Tout aurait été différent si les autorités de tous bords avaient appelé chacun à « vivre un grand moment d'humanité et de solidarité » au lieu de faire « la guerre » en faisant une confiance aveugle à une autorité suprême !

Plus de sérénité, plus de décisions partagées, moins d'arrogance et d'autorité napoléonienne auraient installé une confiance basée sur la reconnaissance des erreurs (manque de disponibilité des masques, puis des vaccins, etc.) en lieu et place des mensonges ou des arbitrages sans justification qui sapent toute autorité. Au point de s'interroger sur la réalité ou non de notre modèle démocratique... Tout serait différent si les autorités avaient partagé les incertitudes, soulignant que, ce qui peut paraître intéressant à faire à un moment donné, ne l'est plus ensuite.

Sans rêver à un « angélisme d'Etat », d'autres pays et leur dirigeants ont fait différemment : pour exemples, depuis « les excuses publiques » d'Angela Merkel en Allemagne, la gestion régionale des restrictions en Italie, sans parler de l'implication très personnelle et empathique de la première ministre en Nouvelle Zélande.

Cinquième constat : *Au-delà de la pertinence de telles ou telles décisions, prises au moment opportun ou pas, une autre manière de faire de la politique est possible et nécessaire.*

6- Les enfants, les jeunes et les plus exposés, premières victimes ?

Dès le mois de mars 2020, plusieurs équipes scientifiques ont affirmé le peu de contamination chez les enfants, en particulier les moins de cinq ans. Ceci n'a jamais été formellement démenti et l'accumulation de travaux depuis ont confirmé le peu de contagiosité de cette tranche d'âge. On ne soulignera jamais assez combien cette donnée devrait changer radicalement la perception de la menace de cette épidémie de Covid19, car il est exceptionnel qu'un virus épargne les enfants.

Et pourtant le débat encore récent dans le monde sur la fermeture des écoles a révélé le peu d'intérêt accordé réellement à l'enfant, à ses parents et grands-parents pour prendre une décision évidente : celle de laisser les écoles ouvertes avec des mesures de protection et d'accompagnement conséquentes et cohérentes. Il faut saluer les efforts des pays qui ont maintenu leurs écoles ouvertes dont la Suède, l'Espagne, la Belgique, la France et partiellement l'Italie.

De même les jeunes (ados, jeunes adultes) ont très vite fait l'objet de critiques sur leurs attitudes jugées irresponsables. Il a fallu des mois pour que l'écho de la dégradation de leur santé mentale, résultat direct de l'isolement provoqué par la fermeture des universités et de leurs lieux de convivialité, et aussi la précarité réelle pour une partie d'entre eux, arrivent aux oreilles de nos décideurs, enfermés dans un bunker pour prendre leurs décisions... Loin d'un débat collectif public et contradictoire qui seul permet la construction de consensus. « *Il y aura plus de mortalité et de morbidité chez les jeunes liées aux mesures prises que liées au Covid lui-même* » nous avait pourtant mis en garde Le Pr. Tzourio, scientifique bordelais, responsable d'un travail de recherche sur le long terme sur la santé des jeunes.

Sixième constat : *Malgré des indicateurs actuellement encore fragiles et quels qu'ils soient, il est légitime d'affirmer que les crèches et les écoles primaires vont ouvrir prochainement. Il faudrait faire la même annonce pour les autres établissements d'enseignement y compris les universités. Il faut orienter vers eux la vaccination et leur redonner une liberté indispensable pendant l'été.*

7- L'urgence n'est-elle pas à la transition vers un monde différent ?

Les crises précédentes avaient déjà souligné l'urgence de changer de cap et de réformer un capitalisme financier, qui cannibalise toutes les ressources de la planète, et un libéralisme débridé, qui ne s'interdit aucun excès dans tous les domaines et entre autres ceux de l'éducation ou la santé.

Cette pandémie révèle combien la destruction organisée et encouragée par tous les gouvernements successifs depuis les années 80 du secteur public de la santé peut conduire à des catastrophes dont on paye un prix exorbitant. Peut-on ignorer ici les déprogrammations d'opérations non urgentes (mais le seront-elles encore dans un mois ?) ou le climat anxiogène qui a incité des gens malades (début de cancer ou douleur cardiaque) à ne pas aller consulter ou se faire dépister ? Combien de décès indirects dans cette priorité donnée au traitement du covid ? En quinze mois, aucun enseignement n'a été tiré qui aurait permis d'augmenter plus sereinement nos capacités de soins (les Chinois construisent un hôpital et le dote en personnel en moins d'un mois) ou de mieux nous organiser pour les vagues successives, voir savoir gérer de prochains épisodes.

Il est essentiel de stopper cette course qui n'est pas terminée avec les plans drastiques de diminution des lits dans les hôpitaux, ou du système de financement dit «T2A» (tarification à l'activité), tout comme les paiements à l'acte.

Il n'y aurait jamais eu autant de restrictions de nos libertés si on avait renforcé les capacités d'accueil dans les services hospitaliers et un personnel mieux payé et mieux traité. Le débat sur la fermeture des écoles n'aurait pas eu de sens si les enseignants étaient mieux considérés, mieux rémunérés dans des locaux et/ou avec des effectifs de classe décents qui sont aussi la clé de la réussite scolaire.

Il n'y aura pas de « population en bonne santé », sans la poursuite d'effort de solidarité financière envers les plus démunis ce que vient contredire le réforme de l'assurance chômage.

Le combat social qui s'ouvre à moins de quinze mois de l'élection présidentielle ne sera pas simple car les analyses et les prises de parole à venir du gouvernement comme celles de beaucoup d'oppositions ne le seront plus simplement pour tenter de résoudre une crise mais empreint d'intentions électorales.

Septième constat : *Pas d'avenir pour tous, sans la consolidation d'un grand secteur public, correctement doté en santé, éducation, justice, etc. qui ne survivra pas sans rejoindre les mobilisations ou toutes formes actives de combat pour construire une société plus juste et solidaire*

8- Revenir à une juste appréciation de la gestion des risques ?

Le virus fait partie de notre environnement et le retour d'une vie sociale, marquée par la proximité et la convivialité, nécessite une vraie réflexion sur ce qu'est un risque et notre rapport à la nature. Les chercheurs du monde de la virologie s'accordent sur cette réalité que certains « éradicateurs » ne veulent pas admettre. Les virus sont parmi nous, n'en déplaise à ceux qui pensent qu'on est plus fort que la nature elle-même...

Or le retour de nos proximités familiales, festives et tout simplement sociales (se croiser dans la rue à visage découvert, se serrer la main, s'embrasser, « s'enlacer encore », se parler de vive voix dans une salle de réunion, etc.) nécessite de sortir de cette terreur installée d'une possible « contamination », qui stérilise les rapports humains.

La gestion des risques (risque évitable, risque consenti, risque vital ou tout autre risque) doit être abordée et négociée autrement que par la peur, la vision assurantielle, ou les projections statistiques.

La vie est complexe ... La mort et la maladie en font partie. La philosophie et autres sciences humaines qui aident à donner du sens à nos réalités sont aussi essentielles que la virologie ou les biotechnologies qui permettent la fabrication d'un vaccin...

Huitième constat : *la vie n'existe pas sans risque. En attendant une sortie de cette pandémie, l'observation intelligente et adaptée des mesures barrières et plus de solidarités sont nos meilleurs paris*

Une crise bouscule, ravage, détruit.

Elle peut aussi nous obliger à mieux prendre soin de nos semblables et de notre planète